



Compte rendu du Comité Technique Local du 04/10/2022

Nous avons siégé en CTL le mardi 4 octobre, dans un contexte d'annonce de 850 suppressions d'emplois sur la DGFIP en 2023 et un total de 3 000 sur 5 ans.

Nous avons lu notre déclaration liminaire (en PJ) portant sur ce point et sur la grève du 29 septembre.

Le directeur a répondu qu'il avait en effet constaté, le taux particulièrement élevé de la DDFIP 34 par rapport au taux national et qu'il était de sa responsabilité d'en prendre compte.

Après le CHSCT de la semaine précédente, il a encore pointé le nombre de postes vacants dans le département et le manque d'attractivité de la DGFIP en général.

1. Approbation du procès-verbal du CTL du 10 mai 2022 (pour avis)

Vote pour à l'unanimité.

2. Bilan de la campagne IR (pour information)

La direction nous présente un bilan extrêmement positif de la campagne IR.

Elle se satisfait d'un accueil rénové et harmonisé, avec une campagne où les renforts extérieurs prévus ont été très peu sollicités. Elle se félicite des accueils dans les Établissements France Service (EFS) avec 14 permanences et de l'aide de 26 étudiants du DJCE répartis sur 3 sites (Mosson, Millénaire et Direction).

La direction nous présente les statistiques des déclarations pour la DDFIP 34 :

	Déclarations déposées	En % du total
Déclarations en ligne (dont EDI-IR)	449 591 (15 654)	62,60 %
Déclarations automatiques	199 485	27,77 %
Déclarations papiers saisies	69 164	9,63 %
Dont saisie sous GESTPART	66 472	
TOTAL	718 240	100 %

La direction indique également que cette campagne 2022 a été marquée par la nécessité d'intensifier les actions de lutte contre les fraudes déclaratives détectées lors de la dernière campagne et ayant pour but de bénéficier de manière indue de réductions et crédits d'impôt (RICI). Une première liste est traitée depuis début août, et il resterait une quinzaine de dossiers suspects.

Malgré cet optimisme dans leur communication, les chiffres inscrits dans leur bilan, font apparaître une très forte augmentation de tous les canaux d'accueil :

– L'accueil téléphonique sur rendez-vous, inexistant en 2019, représente 10 418 appels en 2022.

– En 2022, nous avons répondu à 8 124 appels de CONVIVIANCE et à 8 189 appels du renfort national des Centres de Contact (CDC).

– L'accueil physique est en augmentation par rapport à l'année 2021 du fait de l'assouplissement des conditions sanitaires (42 432 visites en 2022 contre 34 392 en 2021).

– Le canal e-contact a été fortement sollicité puisque 51 903 messages ont été traités, à comparer avec les 45 760 de 2021, soit 13 % d'augmentation.

Suite à cette présentation dithyrambique, **Solidaires Finances Publiques** dénonce la transformation des SIP en annexe des CDC. Historiquement, selon l'idéologie de Bercy, les CDC ont été créés pour remplacer l'accueil des SIP en y transférant les emplois de ces mêmes SIP. Or, aujourd'hui, les agents vivent très mal « le renfort national », car ils font un travail dont les emplois ont été supprimés ! De plus, ils doivent répondre à des dossiers au risque d'aller à l'encontre du SIP gestionnaire.

Ceci est le constat amer d'un échec de la politique de la DG de délocalisation et d'industrialisation des missions.

Solidaires Finances Publiques prend le contre-pied de la direction dans l'analyse des chiffres d'accueil. Tous nos canaux explosent ! Et la soi-disant disparition de l'accueil physique remplacée par le téléphone et les e-contacts, est démentie par la réalité.

De plus, la volonté de la DG de simplifier la déclaration a eu un effet sur l'augmentation de la fraude, et alors que les SIP ont perdu des emplois sur la mission contrôle, on leur demande aujourd'hui de s'y remettre sans les effectifs.

Le personnel est victime, l'équité fiscale est plus qu'en danger et l'utilisateur est laissé pour compte !

Pour Solidaires Finances Publiques, une seule réponse : le recrutement massif d'agents fonctionnaires.

3. Bilan actualisé de l'activité des conseillers aux décideurs locaux (pour information)

Encore un bilan extrêmement positif que la direction nous présente.

Elle se satisfait des 14 CDL et de l'organisation de leurs missions et du retour positif des élus et des comptables.

Solidaires Finances Publiques s'inquiète que 3 EPCI restent en intérim. Ces postes vacants n'ont pas l'air d'émouvoir la direction, elle attend l'autorisation de recruter de la DG.

Solidaires Finances Publiques alerte sur la position future des CDL. Les retours positifs sont fragiles, en effet ils sont le fruit en partie des relations entre les mairies et les SGC, et de la bonne adaptation des CDL. Les suppressions d'emplois et l'industrialisation des tâches dans les SGC vont dégrader les missions à moyen terme et mettre ces collègues dans une position inconfortable entre les élus locaux et les postes comptables.

Solidaires Finances Publiques demande un éclaircissement sur le remboursement des frais, car Ce métier exige une multitude de déplacements surtout dans les plus vastes EPCI et de surcroît pour ceux qui en gèrent plusieurs. La direction indique appliquer la réglementation, **Solidaires Finances Publiques** fait remarquer que ces missions sont nouvelles et qu'une adaptation de la réglementation doit être envisagée.

4. Actualisation de la situation du télétravail au 31/08/2022 (pour information)

La direction nous présente la situation du télétravail au 31/08/2022 :

Grade	Nombre de contrats	% de TT	En % du total
A+	39	33,6 %	6,0 %
A	108	43,7%	16,6 %
B	294	48,4 %	45,2 %
C	210	44,2 %	32,3 %
Total	651	45,1 %	100,0 %

Le taux par métier est homogène et varie entre 40 et 50 %.

Solidaires Finances Publiques demande à la direction le taux par service.

Dans certains services, nous ne pouvons accepter la différence de traitement entre agents pour les mêmes missions.

Un certain nombre de refus est fait sur des motifs injustifiés, **Solidaires Finances Publiques** dénonce la suspicion de chefs de service envers des agents en télétravail.

La situation des agents devant le télétravail doit être équitable.

5. Point d'étapes sur les travaux immobiliers (pour information)

Millénaire :

réunion de chantier avec le menuisier très tendue (retard très important, impact financier des autres titulaires de lot)

phase 1 : 3 mois de retard fin mi-octobre

phase 2 : début décembre pour 3 mois.

Installation de barrières sur le parking pour sécuriser les files d'attente de la Trésorerie Amendes et du SIP.

Lunel :

même fournisseur que le Millénaire (mais retard moins important)

livraison prévue 10/2022 mais ajouter 2 mois de retard.

Pézenas :

Phase 2 : livraison (accès PMR, SIP) mi octobre.

Phase 3 : livraison prévue 10/2022 mais ajouter 2 à 3 mois de retard (janvier 2023).

Sète :

pompe à chaleur : livraison fin octobre pour installation mi-novembre.

Rénovation façade et travaux d'aménagements : durée des travaux prévue 6 mois, 7 phases de 3 semaines.

Une visite de délégation du CHSCT sera programmée.

Béziers Verdier :

Bat A : Accueil de la trésorerie Hospitalière sur le 2ème étage avec le SIE, SIP au 1^{er} étage début des travaux 1^{er} semestre 2023 : Travaux de peinture, sanitaires, rénovation sols.

Bat B : installation d'une salle de détente et d'une salle de formation au 2ème étage.

Mosson :

Les travaux débuteront janvier 2023 pour 4 mois, ils consistent en :

- Mises aux normes électriques.
- Mises aux normes incendie.
- Étanchéité de la toiture.

Centre De Contact :

Travaux : après le passage de l'ergonome plateau 1 (renouvellement du mobilier, éclairage, acoustique) et l'aménagement d'une salle de convivialité.

prévision : début le 10 octobre pour 1 mois.

Le plateau 2 servira de zone tampon pour Montmorency.

Montmorency :

Le RDC du Bat A et le 1^{er} étage du Bat B seront livrés le 10 octobre.

Le déménagement du SGC est repoussé, le hall d'accueil du Bat A est réservé pour une nouvelle zone tampon (46 places).

Le chauffage est espéré avant l'hiver pour le RDC du Bat A et le 3^{ème} étage.

Un changement du phasage de travaux est en cours pour le remplacement de la menuiserie, maintenant qu'il faut changer tout le système de chauffage et climatisation.

CSRH :

La phase 1 livraison prévue le 24/10.

La phase 2 livraison prévue le 24/11.

La phase 1 livraison prévue mi-février.

6. Point sur le fonds d'amélioration du cadre de vie au travail des agents (pour information)

La direction nous fait un point d'étape sur le fonds.

L'avancement suit son cours, la direction s'engage à réaliser tous les projets votés d'ici l'année prochaine.

7. Point sur l'avancement de la facturation électronique (pour information)

Suite à l'ordonnance du 15 septembre 2021, la facturation électronique est un levier pour l'administration de simplification et d'accélération de la transition numérique des entreprises.

Le calendrier de la généralisation de la facturation électronique s'étalera du 1^{er} juillet 2024 au 1^{er} janvier 2026 suivant la taille de l'entreprise.

Un portail sera à la disposition des professionnels.

L'obligation de la transmission dématérialisée des données à l'administration aura un impact très important sur les missions de la DGFIP.

8. Questions diverses

Antenne SIE de Nîmes :

La direction nous rappelle la mise en place des 3 groupes de travail en vue de préparer les transferts vers Nîmes et Châlons en Champagne.

Elle commence les entretiens individuels avec les agents volontaires à un départ.

La direction s'est déplacée sur le Nîmes pour visiter les locaux. Ils sont situés au 3^{ème} étage du site de Saintenac.

Béziers Clémenceau :

Solidaires Finances Publiques interpelle la direction une nouvelle fois sur le problème des places de parking insuffisantes sur le site de Béziers Clémenceau. Le directeur avoue ne pas connaître la situation et va étudier les solutions possibles.

Solidaires Finances Publiques alerte la direction sur les problèmes récurrent de coupure de réseau sur le site. La direction nous répond qu'elle est en discussion avec SFR pour les régler.

Formation Professionnelle :

Solidaires Finances Publiques alerte la direction sur le problème de sanitaires insuffisants à la formation professionnelle dans un contexte de fortes affluences.

Comme tous les problèmes sur ce site, la direction botte en touche et n'assume pas que ces locaux soient totalement inadaptés. Elle propose des horaires de formation décalés qui sont loin d'être satisfaisants.

Grève :

Solidaires Finances Publiques pousse un coup de gueule sur la situation dans plusieurs services où certains responsables se permettent de reprocher aux agents de ne pas avoir prévenu en amont d'être en grève. Ils se permettent aussi de critiquer les agents en grève et bafouent ainsi leur devoir de réserve.

Le directeur répond que ces situations sont inamissibles que le respect du droit de grève doit être respecté.

Il donne même comme exemple son choix de reporter ses visites de services lorsqu'une grève est prévue.

À la demande de **Solidaires Finances Publiques**, il fera une communication sur ce sujet au prochain codex.

